BURKINA FASO

Ministère de la Justice

LIVRET SUR LES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI OU EN DANGER - 2025

Dans les juridictions, les maisons d'arrêt et de correction et les centres de réinsertion sociale ou de formation professionnelle

Octobre 2026

Résumé

Dans le monde, plus d'un million d'enfants seraient privés de liberté pour avoir été en conflit avec la loi. Ces enfants, souvent arrêtés pour des motifs variés, nécessitent une prise en charge adaptée à leur âge et à leur vulnérabilité. La justice juvénile joue un rôle fondamental en assurant la prise en charge des mineurs en danger dans le cadre civil, et le suivi des mineurs en conflit avec la loi dans le cadre pénal, tout en garantissant le respect de leurs droits fondamentaux.

En raison de leur âge et de leur vulnérabilité, les enfants en conflit avec la loi nécessitent un traitement distinct de celui des adultes, conformément aux standards internationaux tels que la Convention relative aux droits de l'enfant (article 37) et les Règles de Beijing. La privation de liberté ne doit être utilisée qu'en dernier recours, pour une durée aussi brève que possible.

Au Burkina Faso, la loi n°015-2014/AN du 13 mai 2014 portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger prévoit des garanties procédurales spécifiques. L'article 52 stipule que lorsqu'un juge des enfants est saisi d'un crime ou délit, il doit ordonner une enquête sociale menée par un travailleur social ou toute personne compétente. Cette enquête vise à éclairer la décision judiciaire en tenant compte du contexte familial, éducatif et social du mineur.

Dans le système des Nations Unies, le nombre d'enquêtes sociales achevées dans un délai de 15 jours est un indicateur clé pour évaluer l'efficacité des systèmes de justice juvénile. Pour répondre à cette exigence, le ministère en charge de la justice avec l'appui de ses partenaires, a mis en place un mécanisme national de collecte de données. Ces données sont synthétisées dans l'annuaire statistique de la justice. Le présent livret sur les mineurs en conflit avec la loi ou en danger fournit une analyse plus détaillée des données issues des juridictions, des maisons d'arrêt et de correction (MAC), ainsi que des centres de réinsertion et de formation professionnelle.

En 2025, les parquets près les tribunaux de grande instance ont enregistré 576 mineurs impliqués dans des affaires pénales. Les chambres des mineurs ont rendu 570 décisions, témoignant d'une activité judiciaire soutenue en matière de traitement des infractions commises par des mineurs. Ces infractions sont traitées dans un délai de 3 mois contre 2 mois 28 jours en 2024, soit une augmentation de 2 jours. Par ailleurs, les cabinets d'instruction ont enregistré 13 nouvelles affaires concernant des mineurs, dont seulement 11 ont été clôturées à la date du 31 décembre 2025.

Sur le plan carcéral, 392 mineurs ont été incarcérés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025, dont 20 filles. Ce chiffre est en baisse de 14,0% par rapport à 2024 (456). Plus de la moitié de ces mineurs (66,1%) ont un âge compris entre 15 et 18 ans.

Les services sociaux des MAC ont mené 350 enquêtes sociales sur des mineurs en conflit avec la loi ou en danger en 2025 et en ont clôturé 349 soit un taux de réalisation de 99,7%. Cette performance témoigne d'un engagement significatif des acteurs sociaux dans le suivi et l'accompagnement de ces cas. Toutefois il faut noter que le temps moyen pour mener ces enquêtes sociales s'est dégradé en passant de 23 jours en 2024 à 24 jours en 2025.

Les centres d'accueil pour mineurs, d'une capacité théorique de 540 places, comptaient 634 mineurs au 31 décembre 2025. Ce chiffre révèle un taux d'occupation de 117,4 %, illustrant des signes d'une situation de surpopulation qui mérite une attention particulière des autorités judiciaires et sociales.

Avant-propos



La question de la justice pour mineurs constitue un enjeu majeur de droits humains et de cohésion sociale. Elle interroge notre capacité collective à protéger les enfants tout en assurant leur responsabilisation dans un cadre adapté à leur âge et à leur vulnérabilité. Ce livret, fruit d'un travail collaboratif entre les juridictions, les services sociaux, les centres de réinsertion et les partenaires institutionnels, se veut un outil à la fois analytique et opérationnel. Il permet d'apprécier l'évolution des indicateurs judiciaires concernant les enfants pris en charge par le système de justice juvénile au Burkina Faso.

Le Ministère de la Justice met à la disposition des utilisateurs des statistiques judiciaires ce livret sur les mineurs en conflit avec la loi ou en danger. Ce document, complémentaire de l'annuaire statistique, présente les indicateurs sous forme de tableaux et de graphiques accompagnés de commentaires qui font ressortir les points saillants.

Le présent livret s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue des politiques publiques en matière de justice juvénile. Il offre une vision consolidée des données collectées au sein des juridictions, des maisons d'arrêt et de correction, ainsi que des centres de réinsertion et de formation professionnelle.

Cet outil a été élaboré pour éclairer la prise de décision, orienter les interventions et promouvoir une meilleure protection des droits des enfants, conformément aux standards nationaux.

Afin d'assurer une bonne qualité de ce document, mon département reste réceptif aux observations qui pourraient lui être adressées en vue de son amélioration pour les futures éditions.

Pour terminer, je voudrais adresser mes remerciements à l'ensemble des acteurs du ministère œuvrant aussi bien au niveau central que déconcentré pour leur engagement à l'élaboration et à la diffusion du présent document.

Le Ministre de la Justice



Introduction

Depuis plusieurs années, la justice juvénile au Burkina Faso fait l'objet d'une attention croissante, tant sur le plan des réformes législatives que du renforcement des dispositifs opérationnels. La loi n°015-2014/AN du 13 mai 2014 relative à la protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger constitue une avancée majeure, posant les bases d'un cadre juridique protecteur en conformité avec les standards internationaux. La protection judiciaire des mineurs s'affirme aujourd'hui comme l'un des piliers essentiels de l'État de droit et de la politique sociale nationale.

Le présent livret propose un état des lieux actualisé de la situation des mineurs au sein du système judiciaire, pénitentiaire et de réinsertion pour l'année 2025. Il s'appuie sur des données collectées auprès des juridictions, des maisons d'arrêt et de correction (MAC), ainsi que des centres spécialisés dans la rééducation, la formation et la réinsertion des enfants.

Cette analyse met en évidence plusieurs dynamiques clés :

- une baisse des entrées de mineurs dans les établissements pénitentiaires ;
- une stabilité relative des délais moyens de traitement des affaires judiciaires ;
- un recours renforcé aux enquêtes sociales dans les procédures ;
- une surpopulation persistante dans certains centres d'accueil, en particulier ceux accueillant des filles.

En croisant données quantitatives et observations qualitatives, ce livret se veut à la fois outil de pilotage pour les professionnels, cadre d'analyse pour les décideurs publics, et levier de plaidoyer pour une justice plus adaptée aux réalités des enfants. Il invite à une réflexion approfondie sur les besoins spécifiques des mineurs et les voies possibles de renforcement de la prévention, de la protection et de la réinsertion durable.

À travers cette publication, le Ministère de la Justice et des Droits humains, Chargé des Relations avec les Institutions, réaffirme son engagement à améliorer la prise en charge des mineurs, à garantir le respect des droits procéduraux, et à promouvoir des alternatives crédibles à la privation de liberté. Ce livret s'inscrit résolument dans une dynamique de redevabilité, de transparence et d'amélioration continue du système de justice juvénile au Burkina Faso.

Sigle et abréviations

AN	Assemblé Nationale
CEFP	Centre d'éducation et de formation professionnelle
CERMICOL	Centre d'éducation et de réinsertion sociale des mineurs en conflit avec la loi
CESF	Centre d'Education Spécialisée et de Formation
F	Fille/Femme
G	Garçon
H	Homme
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MEADO	Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara
NB	Nota bene
ND	Non Déterminé
OGP	Ordre de Garde Provisoire
PHS	Prison de Haute Sécurité
T	Total
TGI	Tribunal de Grande Instance
TIG	Travaux d'Intérêt Général

Sommaire

Résumé ..... **ii**

Avant-propos ..... **iii**

Introduction ..... **iv**

Sigle et abréviations ..... **v**

I. Mineurs dans les juridictions **1**

I.1. Chambre pour enfants des cours d'appel ----- 2

I.2. Chambre des mineurs des tribunaux de grande instance ----- 2

I.3. Parquets des tribunaux de grande instance ----- 4

I.3.1. Tendance générale ----- 4

I.3.2. Orientation des mineurs ----- 5

I.3.3. Nombre de mineurs reçus par les parquets des TGI selon l'infraction ----- 6

II. Mineurs dans les maisons d'arrêts et de correction **8**

II.1. Caractéristiques des mineurs en détention ----- 8

II.2. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi ----- 9

III. Mineurs placés dans les centres de réinsertion et les centres de formation **11**

III.1. Données globales des centres ----- 12

III.2. Mineurs dans les centres ----- 13

IV. Listes des tableaux **15**

V. Liste des graphiques **16**

VI. Annexes **17**

I. Mineurs dans les juridictions

La chambre pour enfants des cours d'appel a compétence pour connaître en appel des décisions rendues par la chambre des mineurs et par le juge des enfants des TGI (Selon les articles 23 à 26 de la loi n°008-2025/ALT du 9 juin 2025 portant organisation judiciaire au Burkina Faso). La chambre pour enfants se compose :

- d'un président ;
- d'un conseiller ;
- d'un assesseur ;
- d'un greffier.

Il est désigné au sein de chaque cour d'appel deux conseillers titulaires à la protection de l'enfance et deux conseillers suppléants qui siègent respectivement à la chambre de l'instruction et à la chambre criminelle lorsque celles-ci connaissent d'une affaire dans laquelle est impliqué un mineur. Le président de la chambre pour enfant siège à la chambre criminelle lorsque celle-ci connaît d'une affaire dans laquelle est impliqué un mineur.

Un assesseur titulaire et un assesseur suppléant sont nommés pour un mandat de trois(03) ans renouvelable une fois par arrêté du ministre chargé de la justice sur une liste arrêtée par le ministre chargé de l'enfance.

La chambre des mineurs est une formation juridictionnelle spécialisée dans les affaires concernant les mineurs des TGI. Elle connait des crimes commis par les mineurs. La chambre des mineurs est également compétente pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

Elle est constituée du juge des enfants et de deux assesseurs. Elle est présidée par le juge des enfants.

Le ministère public est représenté par le procureur du Faso ou l'un de ses substituts.

Le greffe est assuré par un ou plusieurs greffiers en chef et un ou plusieurs greffiers.

En cas de vacance de la fonction ou d'empêchement du juge des enfants, le président du tribunal de grande instance habilite par ordonnance un juge pour exercer les attributions du juge des enfants.

Le juge des enfants connaît des contraventions et des délits passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans commis par les mineurs. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger. Le ministère public est représenté par le Procureur du Faso ou l'un de ses substituts.

Le greffe est assuré par un ou plusieurs greffiers.

Le juge des enfants statue en chambre du conseil.

I.1. Chambre pour enfants des cours d'appel

Tableau 1 : Evolution du nombre de décisions rendues et des affaires nouvelles des chambres pour enfants

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**17**	**18**	**13**	**0**	**0**	**8**	**14**	**17**	**7**	**8**
Décisions rendues	**4**	**5**	**3**	**0**	**0**	**5**	**9**	**15**	**9**	**8**
Confirmation	1	2	2	0	0	0	2	12	5	4
Réformation	0	1	0	0	0	2	2	2	2	3
Infirmation	2	2	1	0	0	2	3	0	0	0
Autres	1	0	0	0	0	1	2	1	2	1

En 2025, les chambres pour enfant ont rendu 8 décisions contre 9 en 2024. Cette diminution de l'activité juridictionnelle représente une baisse de 11,1%. Parmi les décisions rendues en 2025, on dénombre 4 confirmations et 3 réformations. Sur la période de 2016-2025, le nombre de décisions rendues a évolué en dents de scie avec un pic en 2023 (15 décisions).

Concernant les affaires nouvelles (appels reçus), on note une hausse de 14,3% par rapport à 2024, passant de 7 à 8 en 2025.

I.2. Chambre des mineurs des tribunaux de grande instance

Mineurs en conflit avec la loi

Depuis 2023, on observe une baisse des activités judiciaires liées aux mineurs au sein des Tribunaux de Grande Instance (TGI). Cette baisse se reflète autant dans les affaires enrôlées que dans les décisions rendues par mineur.

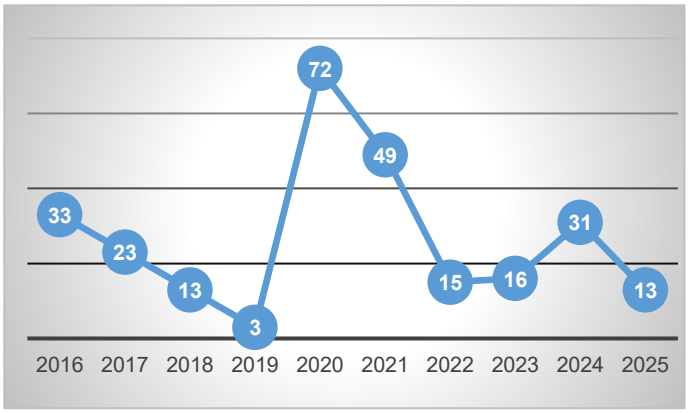
En 2025, les TGI ont enregistré 439 affaires nouvelles impliquant 565 mineurs, contre 458 affaires et 656 mineurs en 2024. Cela représente une légère baisse de 4,1% des affaires nouvelles et de 13,9% du nombre de mineurs impliqués par rapport à 2024.

Les chambres des mineurs ont rendu 570 décisions par mineurs en 2025 contre 630 en 2024 soit une baisse de 9,5%. Selon les entités des TGI en charge des mineurs, on note une reprise modérée des activités des cabinets d'instruction. Ces cabinets ont reçu 13 affaires nouvelles en 2025 contre 31 en 2024 et ont clôturé 11 dossiers contre 13 en 2024. La typologie des décisions rendues par les juges traduit une volonté d'équilibre entre protection sociale et répression selon

Tableau 2 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi

		2023	2024	2025
Chambres des mineurs	Affaires nouvelles	444	427	426
	Décisions rendues par mineur	675	630	570
Cabinets d'instruction	Affaires nouvelles	16	31	13
	Affaires clôturées	4	13	11
	Affaires en cours	22	31	20
Ensemble des affaires nouvelles		460	458	439
Nombre de mineurs impliqués		669	656	565
Ratio décisions rendues/ Affaires nouvelles (%)		152	147,5	133,8

Graphique 1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction



la gravité des cas. Ainsi, en 2025, les décisions rendues par les chambres des mineurs concernent principalement remises à parents (31,9%), placements (14,4%), emprisonnement ferme (12,6%) et sursis (11,9%)

Graphique 2 : Répartition des décisions des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi selon le type de décision.

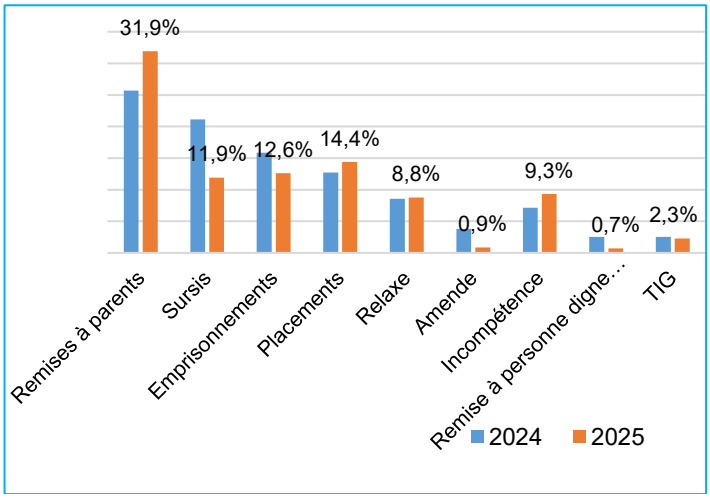


Tableau 3 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par les chambres des mineurs

	Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 ans et plus	Total	Temps moyen (en jours)	**Temps moyen**
Délit*									
2023	0	145	225	50	15	17	452	79,2	2 mois 19 jours
2024	19	141	234	31	11	37	473	88,8	2 mois 28 jours
2025	41	119	205	23	10	39	437	90,6	2 mois 30 jours
Ensemble									
2023	0	145	225	50	15	17	452	79,2	2 mois 19 jours
2024	20	142	234	31	11	37	475	88,5	2 mois 28 jours
2025	41	119	205	23	10	39	437	90,6	2 mois 30 jours

Le ratio décision rendue par affaire nouvelle est passé de 111,2 en 2024 à 102,6 en 2025 soit une baisse de 8,7 points de pourcentage. En 2025, le temps moyen pour rendre une décision dans les chambres des mineurs est de 3 mois contre 2 mois 28 jours en 2024, soit une hausse de 2 jours.

Les chambres des mineurs continuent de traiter la majeure partie du flux judiciaire relatif aux mineurs en conflit avec la loi. En 2025, leur performance s'est traduite par une baisse de 13,7 points de pourcentage du ratio décisions rendues / affaires nouvelles, passé de 147,5 en 2024 à 133,8 en 2025. Ce ratio supérieur à 100 % suggère non seulement un bon traitement des affaires entrantes, mais aussi un effort significatif dans l'évacuation du stock d'affaires antérieures (cf. Tableau 2).

Mineurs en danger

En 2025, les chambres des mineurs ont enregistré 86 affaires nouvelles impliquant 93 mineurs, soit une baisse de 3,4% par rapport aux 89 affaires de 2024.

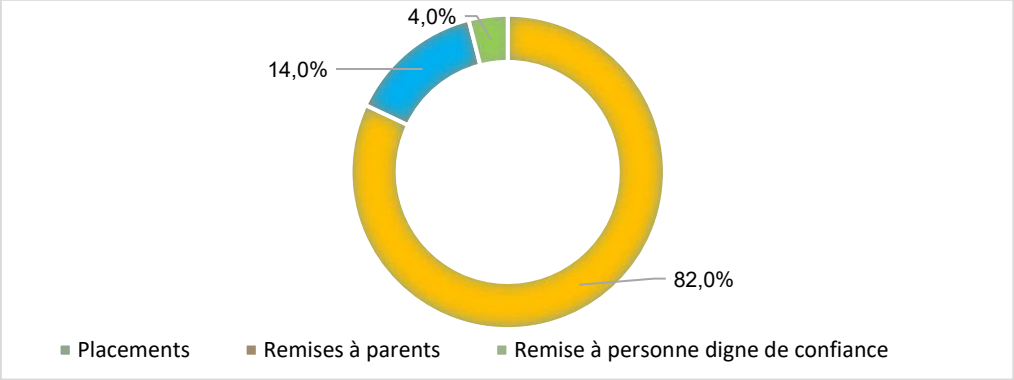
Les chambres des mineurs ont rendu 50 décisions en 2025 contre 136 en 2024, soit une baisse de 63,2%. Ces décisions, en matière de protection des mineurs en danger, concernent majoritairement :

- le placement dans des centres de formation (41 cas, soit 82,0%) ;
- la remise à parents (7 cas, soit 14,0%) ;
- la remise à une personne digne de confiance (2 cas, soit 4,0%).

Tableau 4 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger

	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	79	89	86
Mineurs concernés	94	167	93
Décisions rendues par mineur	59	136	50
Placements	*40*	*62*	*41*
Remises à parents	*14*	*63*	*7*
Remise à personne digne de confiance	*5*	*11*	*2*

Graphique 3 : Répartition des décisions de 2025 des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger

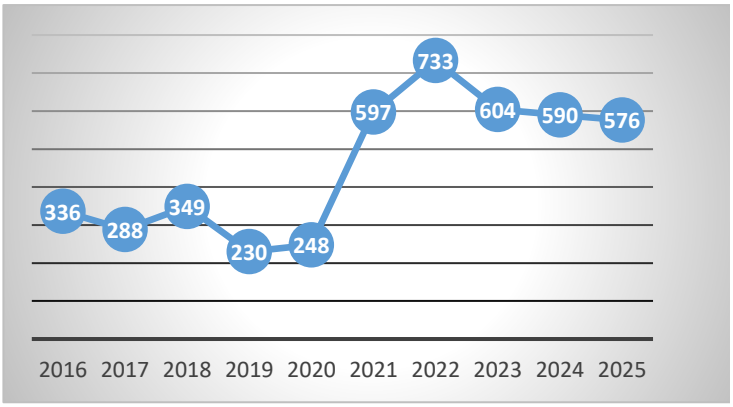


I.3. Parquets des tribunaux de grande instance

I.3.1. Tendance générale

Sur la période de 2019 à 2022, on note une tendance générale à la hausse des mineurs impliqués dans les affaires pénales. Toutefois le nombre de mineur a d'abord baissé entre 2016 et 2020 avant d'accroitre pour atteindre un pic en 2022 (733) puis à nouveau une décroissance jusqu'en 2025 (576). En 2025, 576 mineurs ont été enregistrés, contre 590 en 2024, soit une baisse de 2,4%.

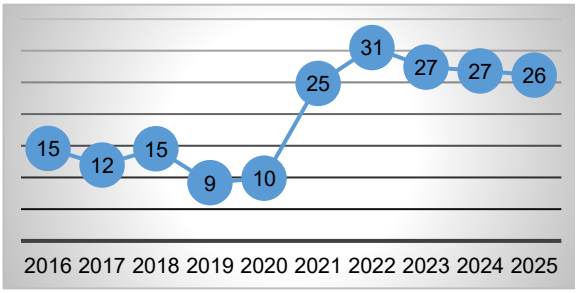
Graphique 4 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les affaires enregistrées dans les parquets



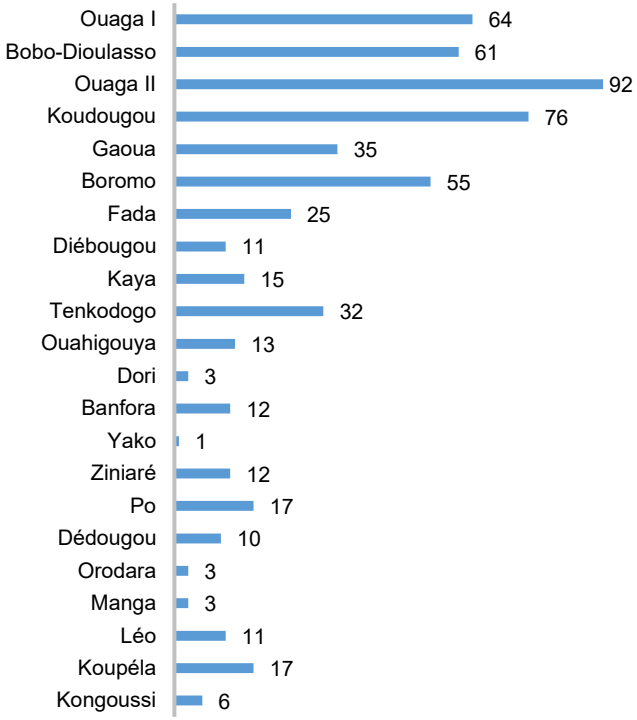
L'analyse territoriale des mineurs impliqués permet de dégager de fortes disparités entre juridiction. Le parquet de Ouaga II enregistre à lui seul 92 mineurs en 2025, suivis des parquets de Koudougou et de Ouaga I avec respectivement 76 et 64.

Les parquets de Yako (1), Dori (3), Orodara (3) et Manga (3) ont enregistré le moins de mineurs. En moyenne, chaque parquet a enregistré 26 mineurs en 2025 contre 27 en 2024.

Graphique 6 : Nombre moyen annuel de mineurs impliqués dans les affaires par parquet



Graphique 5 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires selon les parquets des TGI en 2025



I.3.2. Orientation des mineurs

Selon l'orientation, 554 (96,2%) mineurs ont été orientés vers les chambres des mineurs, 18 (3,1%) renvoyés en instruction et 4 (0,7%) relèvent des affaires classées sans suite.

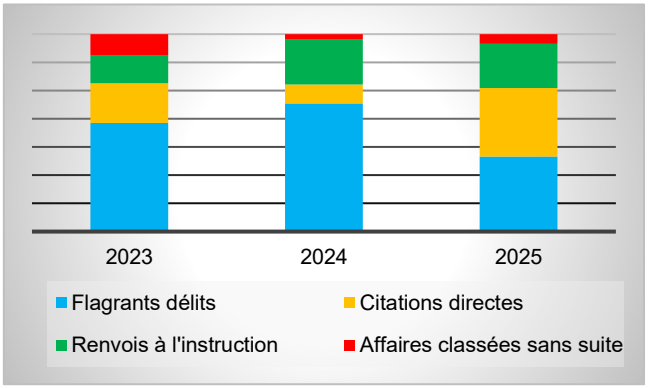
Parmi les mineurs orientés dans la chambre des mineurs, 526 (94,9%) sont orientés vers la procédure de flagrant délit et 28 (5,1%) en Citation Directe.

En ce qui concerne la détention provisoire, 456 mineurs ont été placés sous ordonnance de garde provisoire soit une proportion de 79,2%, témoignant d'un recours important à la privation de liberté dans le traitement initial des affaires impliquant des mineurs.

Tableau 5 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires selon les procédures

	2023	2024	2025
Ensemble	604	590	576
Chambre des mineurs	583	569	554
Flagrants délits	*566*	*561*	*526*
Citations directes	*17*	*8*	*28*
Renvois à l'instruction	12	19	18
Affaires classées sans suite	9	2	4
Mineurs sous OGP	430	455	456

Graphique 7 : Proportion des mineurs impliqués dans les affaires selon les procédures



I.3.3. Nombre de mineurs reçus par les parquets des TGI selon l'infraction

Tableau 6 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les affaires par type d'infraction

Type d'infraction	2021	2022	2023	2024	2025
Crime et délit contre la sécurité publique	4	1	8	1	4
Crimes et délits contre la chose publique	4	6	6	3	11
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	43	27	24	30	39
Crimes et délits contre les biens	339	454	350	336	307
Crimes et délits contre les particuliers	199	241	212	214	214
Infractions en matière d'armes et munitions	4	3	3	5	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	1	1	1	1	0
Infractions en matière environnementale	2	0	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	1	0	0	0	0
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	0	0	0	0	1
Ensemble	**597**	**733**	**604**	**590**	**576**

Entre 2021 et 2025, les mineurs en conflit avec la loi sont majoritairement impliqués dans deux grandes catégories d'infractions que sont, les crimes et délits contre les biens et les crimes et délits contre les particuliers. Ensemble, ces deux catégories concentrent plus de 95,5% des cas en 2025. Les infractions contre les biens (vols, recel, extorsions, etc.) représentent la première cause de délinquance juvénile, avec 307 mineurs impliqués sur 576, soit 53,3% de l'ensemble des cas. Les crimes et délits contre les particuliers (viols, coups et blessures volontaires, etc.) constituent la deuxième catégorie la plus fréquente, avec 214 mineurs impliqués, soit 37,2% en 2025.

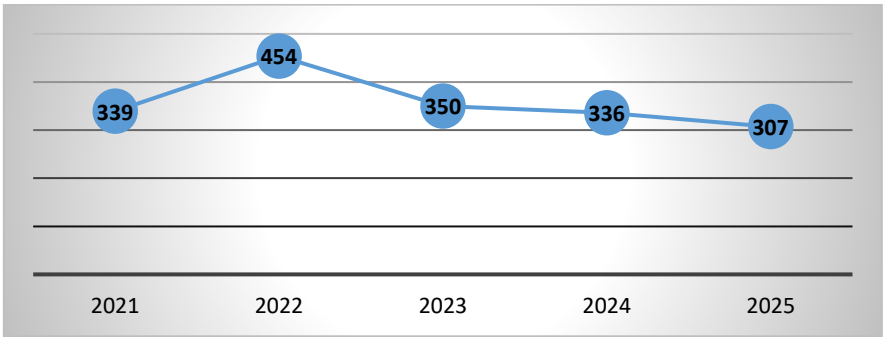
I.3.3.1. Crimes et délits contre les biens

Sur la période de 2021 à 2025, plus de 80% des mineurs impliqués dans les affaires de crimes et délits contre les biens, concernent des cas de vols ou d'extorsions. On note également des mineurs impliqués dans d'autres infractions tels que les recels, le grand banditisme, les destructions et dégradations de biens, les escroqueries et les abus de confiance.

Tableau 7 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les biens

Infractions	2021	2022	2023	2024	2025
Vols, extorsion	296	396	296	285	277
Destructions, dégradations	6	10	3	10	3
Recel	15	12	11	14	12
Grand banditisme	13	13	23	16	5
Abus de confiance	1	8	6	4	5
Escroqueries	6	10	6	6	5
Autres	2	5	5	1	0
Total	339	454	350	336	307

Graphique 8 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans des crimes et délits contre les biens



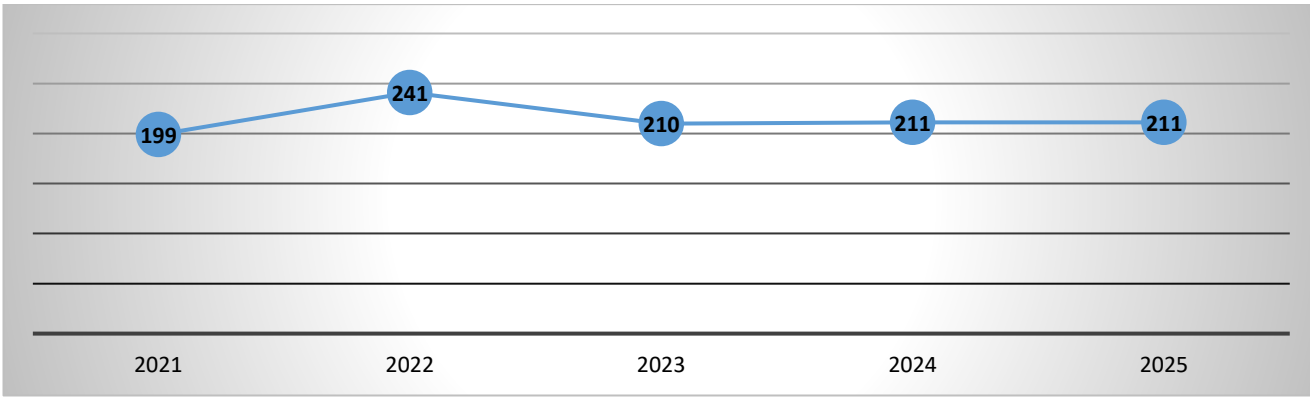
I.3.3.2. Crimes et délits contre les particuliers

Parmi les infractions contre les particuliers, les vols aggravés, les coups et blessures volontaires et les viols sont les plus récurrentes. De 2021 à 2025, on dénombre 1072 mineurs impliqués dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers. On y enregistre 61,4% de mineurs déférés pour les cas de vols aggravés, 13,0% pour coups et blessures volontaires et 12,8% pour les cas de viols. Les coups mortels sont la quatrième cause de déferrement des mineurs et représentent 3,2% des crimes contre les particuliers. D'autres infractions sont enregistrées mais dans une moindre proportion.

Tableau 8 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les particuliers

Infractions	2021	2022	2023	2024	2025
Viols	37	28	31	12	29
Coups et blessures volontaires	45	26	16	28	24
Vols aggravés	87	162	136	139	134
Coups mortels	9	5	13	4	3
Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	6	7	2	4	9
Homicides volontaires	1	6	0	7	2
Menaces sous condition	4	1	4	0	0
Autres Homicides et blessures involontaires	1	2	1	1	2
Empoisonnements	0	0	0	0	1
Traite des personnes	2	0	4	5	4
Diffamation et dénonciation calomnieuse	0	1	0	0	1
Injures	1	0	0	0	1
Autres	6	3	3	11	1
Total	199	241	210	211	211

Graphique 9 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les particuliers



II. Mineurs dans les maisons d'arrêts et de correction

Dans le cadre des procédures relatives aux crimes ou délits commis par des mineurs, le Procureur du Faso, le juge des enfants ou le juge d'instruction peut ordonner une enquête sociale, confiée à un travailleur social ou à un service social désigné à cet effet.

Le magistrat qui ordonne, fixe un délai pour la remise du rapport d'enquête sociale. Ce délai est limité à un mois lorsque le mineur est détenu, et à trois mois dans les autres cas.

Si le rapport n'est pas communiqué dans le délai imparti alors que le mineur est détenu, le jugement est prononcé ou la procédure est poursuivie sans ce rapport.

L'enquête sociale vise à recueillir des informations détaillées sur le contexte personnel et familial du mineur. Elle porte notamment sur :

- Son identité,
- Sa situation matérielle, sociale et morale, ainsi que celle de sa famille,
- Son caractère, ses antécédents éventuels,
- Son parcours scolaire et son comportement.

Elle se conclut par l'avis motivé du travailleur social sur les possibilités de réinsertion sociale et professionnelle du mineur, fournissant ainsi un éclairage précieux au magistrat pour une prise de décision individualisée et adaptée.

II.1. Caractéristiques des mineurs en détention

En 2025, les maisons d'arrêt et de correction (MAC) ont accueilli 392 mineurs, dont 20 filles, contre 456 (dont 17 filles) en 2024. Cela représente une baisse de 14,0 % des entrées par rapport à l'année précédente (2024). Cette diminution va de pair avec l'évolution globale du système carcéral, qui enregistre une hausse générale des entrées de 9,8% sur la même période (de 10165 à 9165 détenus). Ainsi, la proportion de mineurs parmi l'ensemble des détenus entrants passe de 4,5 % en 2024 à 4,3 % en 2025.

En 2025, bien que les filles représentent une minorité très marginale (5,1%) des mineurs détenus, leur nombre a augmenté passant de 17 en 2024 à 20 soit une hausse de 17,6%.

Les mineurs ayant été incarcérés au cours de l'année 2025 ont principalement un âge compris entre 15 et 17 ans avec 66,1% de l'effectif total. Ceux âgés de 13

Tableau 9 : Entrées des mineurs en 2023, 2024 et 2025

	2023	2024	2025	Variation / à 2024
Effectif total des entrées	9 110	10 165	9 165	-9,8%
Ensemble des mineurs	517	456	392	-14,0%
Garçons	507	439	372	-15,3%
Filles	10	17	20	17,6%
% de mineurs	5,7%	4,5%	4,3%	
Entrées selon l'âge				
Moins de 13 ans	4	7	2	-71,4%
13 à moins de 15 ans	153	131	131	0,0%
15 à moins de 18 ans	360	318	259	-18,6%
Ensemble	517	456	392	-14,0%

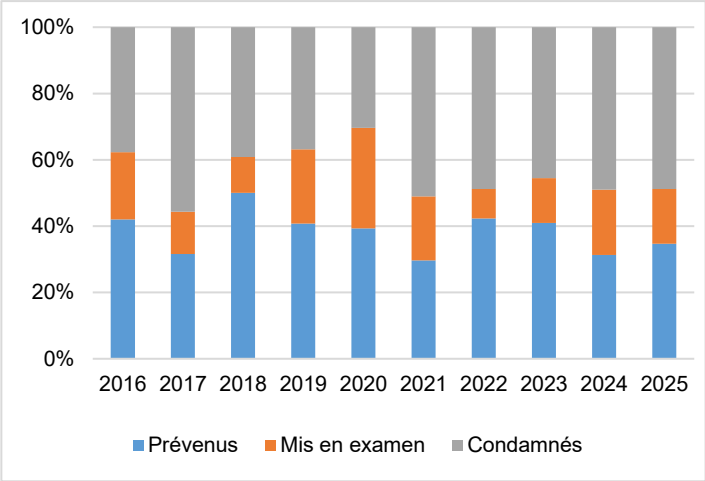
Tableau 10 : Effectif des mineurs au 31 décembre selon le statut de détention

	2023	2024	2025	*Variation / à 2024*
Ensemble	**200**	**147**	**121**	**-17,7%**
Prévenus	82	46	42	-8,7%
Mis en examen	27	29	20	-31,0%
Condamnés	91	72	59	-18,1%

à 15 ans représentent 33,4% et 0,5% ont moins de 13 ans.

Au 31 décembre 2025, 121 mineurs étaient incarcérés, contre 147 en 2024, soit une baisse de 17,7%. Cette baisse s'observe dans presque toutes les catégories de détention. Selon le statut de détention, la part des mineurs en attente de jugement (prévenus et mis en examens) reste prépondérante avec un taux de 51,2%. Parmi eux, on note une baisse des mis en examen (31,0%) et une baisse de prévenus (8,7%). Les mineurs condamnés représentent 18,1%, en recul également par rapport à 2024.

Graphique 10 : Evolution de la proportion des mineurs selon le statut de détention



II.2. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi

En 2025, les services sociaux des MAC et TGI ont mené 350 enquêtes sociales concernant des mineurs en conflit avec loi ou en dangers, contre 378 en 2024, soit une baisse de 7,4%. Parmi les 350 enquêtes, les services sociaux des MAC et TGI en ont clôturé 349 au cours de l'année 2025 soit un taux d'achèvement de 99,7%. Dans cet effectif, le nombre de filles concernées a augmenté, passant de 20 en 2024 à 27 en 2025 soit une hausse de 35,0%.

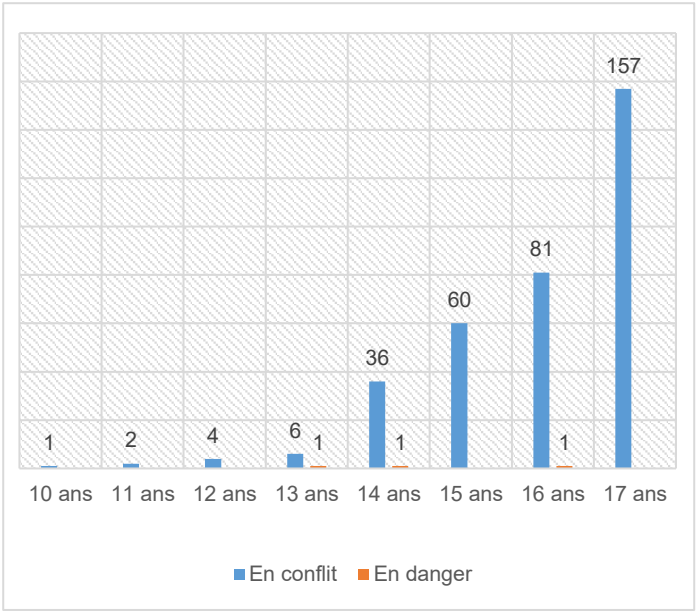
La durée moyenne des enquêtes sociales concernant les mineurs en conflit avec la loi a connu une hausse de 2024 à 2025 passant de 23 à 24 jours. Toutefois, la durée moyenne des enquêtes concernant les mineurs en danger a fortement baissé passant de 24 à 14 jours en 2025.

Selon les données collectées auprès des services sociaux, d'importantes disparités sont constatées dans les délais de réalisation des enquêtes sociales. L'analyse du graphique n°13 révèle que les durées les plus longues sont observées à la PHS (138 jours) et les MAC Léo (45 jours), Koudougou (37 jours), Boromo (32 jours) et Diébougou (30 jours). A l'inverse, les plus faibles durées sont constatées dans les MAC de Banfora

Tableau 11 : Nombre d'enquêtes pour mineurs menées selon le sexe

	2024			2025		
Sexe	F	G	T	F	G	T
En conflit avec la loi	20	352	372	26	321	347
dont clôturées	*20*	*351*	*371*	*26*	*320*	*346*
En danger	0	6	6	1	2	3
dont clôturées	*0*	*6*	*6*	*1*	*2*	*3*
Ensemble	**20**	**358**	**378**	**27**	**323**	**350**
dont clôturées	**20**	**357**	**377**	**27**	**322**	**349**

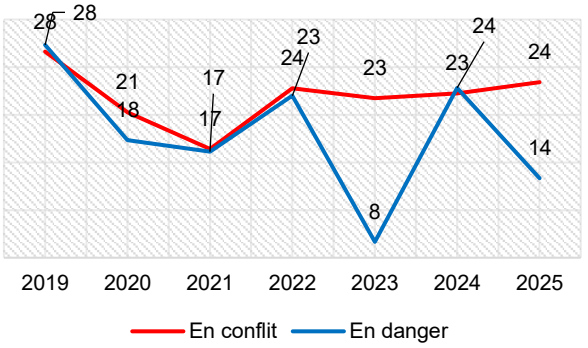
Graphique 11 : Nombre de mineurs selon l'âge en 2025



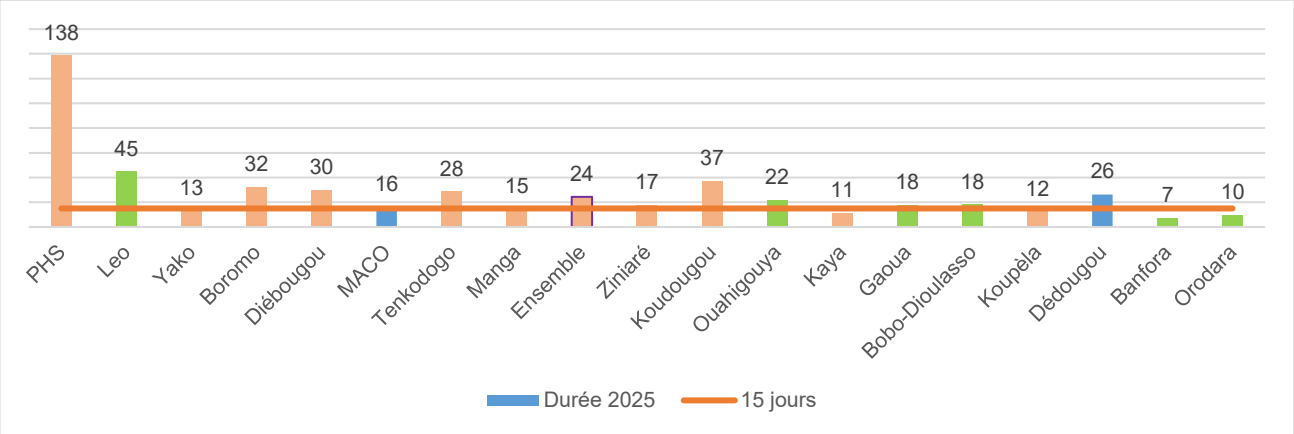
(7 jours) de Orodara (10 jours) et de Kaya (11 jours).

Par ailleurs, 31,6% des services sociaux des MAC et TGI (soit 6 sur 19) ont mené des enquêtes sociales dans un délai moyen inférieur ou égal à 15 jours en baisse par rapport à 2024 qui était de 44,4%.

Graphique 12 : Durées moyennes des enquêtes sociales (en jours)



Graphique 13 : Durées moyennes des enquêtes (en jours) par service sociale en 2025

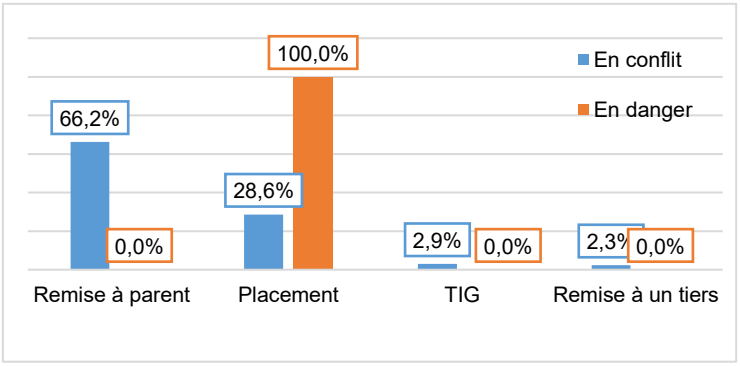


A l'issue des enquêtes sociales menées en 2025, les services sociaux ont privilégié des solutions centrées sur le placement. En effet 100% des mineurs en danger ont été placés.

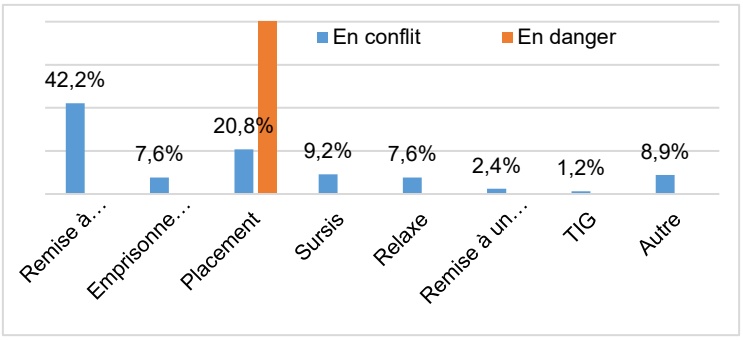
Concernant les mineurs en conflit avec la loi les services sociaux ont proposé que 66,2% des mineurs en conflit avec la loi soient remis à leurs parents et 28,6% en placement.

Du côté des décisions judiciaires, les juges ont pris une diversité de mesures, en fonction des situations individuelles des mineurs concernés. Ainsi, pour les mineurs en conflit avec la loi, 42,2% ont été remis à leurs parents, 7,6% ont été condamnés à un emprisonnement ferme, 20,8% ont fait l'objet d'un placement, 9,2% ont bénéficié d'un sursis. Par contre pour les mineurs en danger, les juges ont opté dans 100,0% des cas pour le placement.

Graphique 14 : Proportion des mesures proposées par les services sociaux en 2025



Graphique 15 : Proportion des décisions rendues par les juges en 2025



III. Mineurs placés dans les centres de réinsertion et les centres de formation

Les données présentées concernent deux types de centres intervenant dans la prise en charge des mineurs. D'une part, les centres de réinsertion sociale, placé sous la tutelle du Ministère de la Justice et d'autre part, les centres de formation professionnelle, relevant du Ministère en charge de la famille.

Les centres spécialisés dans la rééducation et la réinsertion sociale relevant du ministère en charge de la justice sont :

- Centre de Laye pour mineurs en conflit avec la loi (Centre fermé après 2025) ;
- Centre d'Education et de Réinsertion sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL).

Ceux relevant du ministère en charge de la famille :

- Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma (CEFP) ;
- Centre d'Education Spécialisée et de Formation de Gampèla (CESF) ;
- Centre d'éducation et de formation professionnelle de Ouagadougou (CEFPO)
- Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara (MEADO) ;
- Maison de l'Enfance Monique Wolters de Kaya (MEMWK) ;
- Hôtel maternel de Ouagadougou (HMO).

III.1. Données globales des centres

Au 31 décembre 2025, les centres affichaient une occupation totale de 634 mineurs pour une capacité d'accueil de 540 places, soit un taux d'occupation de 117,4%. Cette situation révèle une saturation générale, et plus encore une surpopulation dans les unités d'accueil pour filles. En effet, les filles sont au nombre de 164 pour 87 places, soit un taux d'occupation de 188,5%.

En 2025, le nombre du personnel en charge de l'animation des centres est de 354 contre 393 en 2024. Ce personnel est composé de 36,4% de travailleurs sociaux, 29,1% d'encadreurs, et de 8,5% de gardes de sécurité pénitentiaire. Quant aux personnels d'appui et les autres personnels, ils représentent chacun 13,0% en 2025.

Par ailleurs, 170 formateurs ont assuré les cours/ formations dans ces centres en 2025 contre 163 en 2024.

Tableau 12 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale en 2025

	F	G	T
Capacité d'accueil	87	453	**540**
Effectif réel au 31 décembre	164	470	**634**
Taux d'occupation au 31 décembre	188,5%	103,8%	**117,4%**

Tableau 13 : Répartition du personnel selon le sexe et l'emploi en 2025

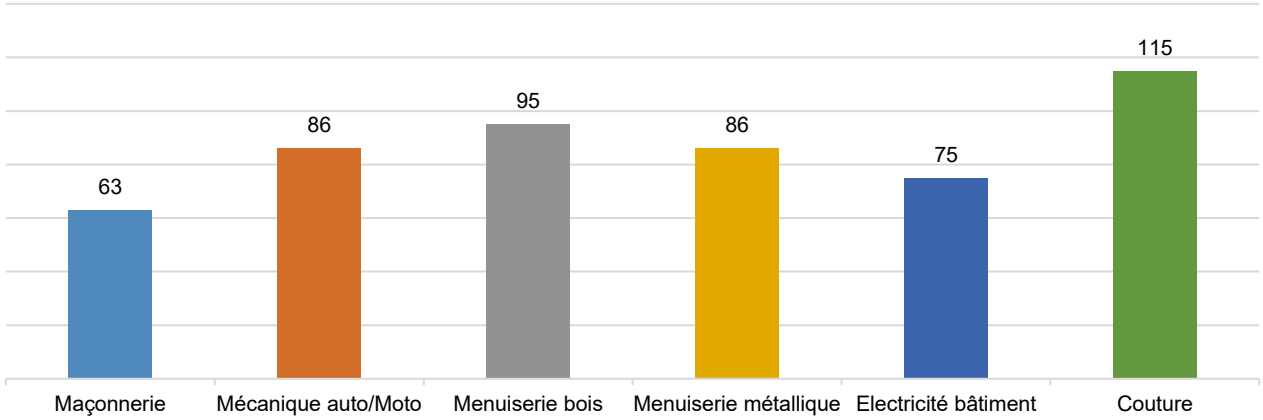
	F	H	T
Gardes de sécurité pénitentiaire	9	21	**30**
Travailleurs sociaux	55	74	**129**
Encadreurs	38	65	**103**
Personnel d'appui	18	28	**46**
Autre personnel	42	4	**46**
Ensemble	**162**	**192**	**354**

Tableau 14 : Nombre de formateurs en 2025

	F	H	T
Formateurs	65	105	**170**

En termes d'offres de formation professionnelle, les centres disposent de 37 ateliers d'une capacité d'accueil de 520 places. Les ateliers de formation en couture (115), en menuiserie bois (95), en mécanique-auto (86) en menuiserie métallique (86) disposent des plus grandes capacités d'accueil.

Graphique 16 : Capacités des ateliers dans les centres en 2025



III.2. Mineurs dans les centres

En 2025, les centres comptabilisent 277 mineurs placés par décision de justice dont 57 (20,6%) en danger. Parmi l'ensemble des mineurs, 98 y sont entrés en 2025 soit 35,4%.

La répartition des mineurs selon les centres de formation et de réinsertion révèle que le Centre d'éducation et de formation professionnelle de Fada N'Gourma (CEFP) enregistre le plus grand nombre d'entrée de mineurs en 2025. En effet, en 2025, les mineurs du CEFP/Fada représentent 25,5% de l'ensemble des mineurs entrés. Il est suivi du Centre d'Education Spécialisée et de Formation de Gampèla (CESF) de Gampèla avec 24,5% de l'effectif et du Centre d'Education et de Réinsertion sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL) 22,4%.

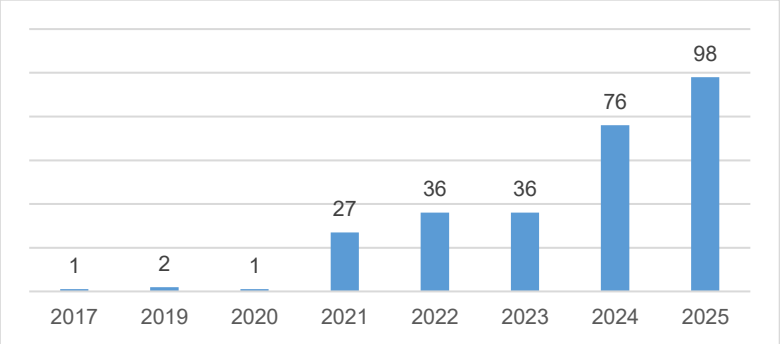
Selon les juridictions de provenance, les mineurs entrés dans les centres en 2025 proviennent principalement des TGI Ouagadougou (25), Bobo-Dioulasso (14) et Fada N'Gourma (12). Les TGI de Dédougou, Kaya, Tenkodogo et de Ziniaré ont placé chacun 1 mineur.

Au 31 décembre 2025, sur les 277 mineurs enregistrés, 163 sont toujours présents, soit 58,8%. La pyramide des âges montre 60 pensionnaires ayant au moins l'âge de 18 ans dont 29 de 18 ans et 31 qui ont un âge entre 19 et 22 ans. Ceux de moins de 13 ans sont au nombre de 16.

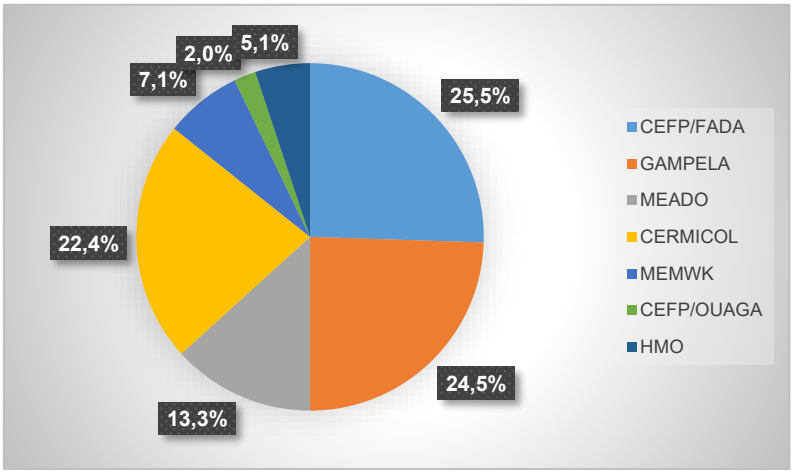
Tableau 15 : Effectif des mineurs en 2025

Sexe	F	M	T
Nombre de mineurs	23	254	**277**
dont en danger	*8*	*49*	***57***
Mineurs présents au 31/12	11	152	**163**

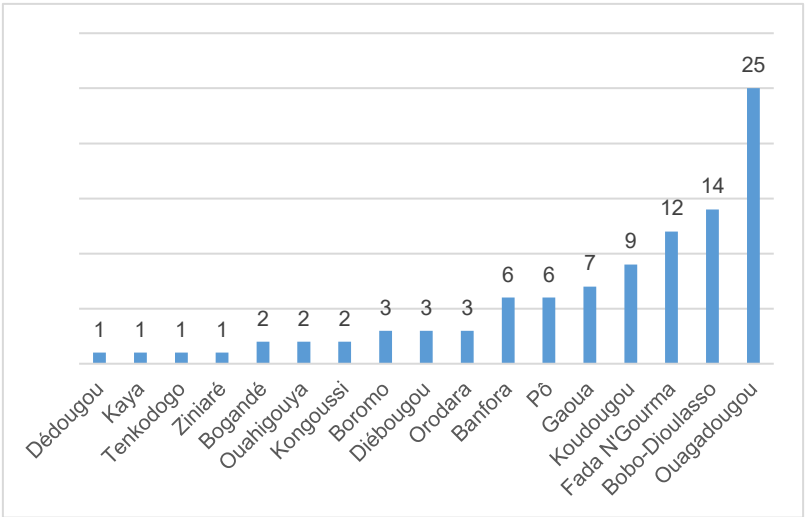
Graphique 17 : Répartition des mineurs en 2025 selon l'année d'entrée dans centre



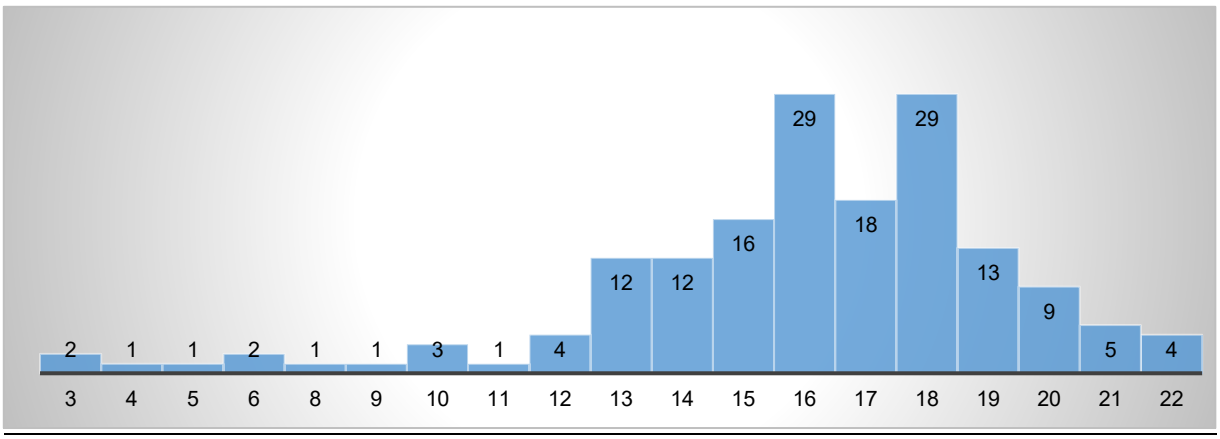
Graphique 18 : Répartition des mineurs entrés dans les centres en 2025



Graphique 19 : Mineurs entrés en 2025 dans les centres selon les juridictions de provenance



Graphique 20 : Répartition des mineurs présents au 31 décembre 2025 selon l'âge



Parmi les mineurs ayant quitté les centres, au nombre de 114, on a enregistré 49 référencements soit 43,0%, 38 cas de fugue soit 33,3% et 15 en fin de placement (13,2%). Les mineurs ayant fugué devaient passer 827 jours en moyenne dans les centres mais ont fugué après seulement 112 jours en moyenne. Ceux sortis à la fin de leur placement ont passé 944 jours en moyenne pour 1059 jours prévus pour le placement soit un surplus de 115 jours.

IV. Listes des tableaux

Tableau 1 **:** Evolution du nombre de décisions rendues et des affaires nouvelles des chambres pour enfants ...2
Tableau 2 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi ...2
Tableau 3 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par les chambres des mineurs ...3
Tableau 4 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger ...4
Tableau 5 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires selon les procédures ...5
Tableau 6 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les affaires par type d'infraction ...6
Tableau 7 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les biens ...6
Tableau 8 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les particuliers...7
Tableau 9 : Entrées des mineurs en 2023, 2024 et 2025 ...8
Tableau 10 : Effectif des mineurs au 31 décembre selon le statut de détention...8
Tableau 11 : Nombre d'enquêtes pour mineurs menées selon le sexe ...9
Tableau 12 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale en 2025 ... 12
Tableau 13 : Répartition du personnel selon le sexe et l'emploi en 2025 ... 12
Tableau 14 : Nombre de formateurs en 2025... 12
Tableau 15 : Effectif des mineurs en 2025 ... 13
Tableau 16 : Mineurs concernés par les activités des parquets ... 17
Tableau 17 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI ... 17
Tableau 18 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI ... 17
Tableau 19 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par an et selon le délai de 15 jours ... 18
Tableau 20 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durée moyenne par service social ... 18
Tableau 21 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2025 par infraction ... 19
Tableau 22 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social ... 20
Tableau 23 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le type d'infraction ... 20
Tableau 24 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi en 2024 ... 21
Tableau 25 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil 22
Tableau 26 : Effectif des mineurs par sexe ... 23
Tableau 27 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe. ... 24
Tableau 28 : Effectif des mineurs dans les centres de réinsertion sociale par juridiction de provenance ... 24
Tableau 29 : Effectif des mineurs par âge ... 25
Tableau 30 : Effectif des mineurs en 2025 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée. ... 25
Tableau 31 : Niveau d'instruction des mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 ... 25
Tableau 32 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective ... 25

V. Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction 2
Graphique 2 : Répartition des décisions des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi selon le type de décision. 3
Graphique 3 : Répartition des décisions de 2025 des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger .4
Graphique 4 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les affaires enregistrées dans les parquets....4
Graphique 5 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires selon les parquets des TGI en 2025 5
Graphique 6 : Nombre moyen annuel de mineurs impliqués dans les affaires par parquet 5
Graphique 7 : Proportion des mineurs impliqués dans les affaires selon les procédures 5
Graphique 8 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans des crimes et délits contre les biens 6
Graphique 9 : Evolution du nombre de mineurs impliqués dans les crimes et délits contre les particuliers....7
Graphique 10 : Evolution de la proportion des mineurs selon le statut de détention 9
Graphique 11 : Nombre de mineurs selon l'âge en 2025....9
Graphique 12 : Durées moyennes des enquêtes sociales (en jours) 10
Graphique 13 : Durées moyennes des enquêtes (en jours) par service sociale en 2025 10
Graphique 14 : Proportion des mesures proposées par les services sociaux en 2025 10
Graphique 15 : Proportion des décisions rendues par les juges en 2025.... 10
Graphique 16 : Capacités des ateliers dans les centres en 2025.... 12
Graphique 17 : Répartition des mineurs en 2025 selon l'année d'entrée dans centre 13
Graphique 18 : Répartition des mineurs entrés dans les centres en 2025 13
Graphique 19 : Mineurs entrés en 2025 dans les centres selon les juridictions de provenance 13
Graphique 20 : Répartition des mineurs présents au 31 décembre 2025 selon l'âge 14

VI. Annexes

Tableau 16 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Mineurs impliqués	310	288	349	230	248	597	733	604	590	576
Mineurs renvoyés en flagrant délit	256	247	299	175	184	551	699	566	561	526
Mineurs renvoyés en citation directe	11	18	11	20	10	15	10	17	8	28
Mineurs renvoyés à l'instruction	26	14	13	11	43	16	15	12	19	18
Mineurs relaxés après classement sans suite	17	9	26	24	11	15	9	9	2	4
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	231	221	201	133	120	465	609	430	455	456

Tableau 17 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	336	288	349	230	248	597	733	604	590	576
Banfora	20	21	25	9	13	23	12	11	13	12
Bobo-Dioulasso	51	35	57	31	15	76	111	49	84	61
Bogandé	13	11	8	1	6	2	2	1	0	0
Boromo	19	10	14	4	9	23	59	36	31	55
Dédougou	13	2	12	10	31	39	27	12	8	10
Diapaga	5	4	8	3	3	0	0	0	1	0
Diébougou	12	10	15	15	13	23	50	21	22	11
Djibo	10	9	9	0	0	0	0	0	0	0
Dori	12	22	25	9	13	0	0	0	13	3
Fada N'Gourma	26	16	12	13	6	10	9	18	24	25
Gaoua	14	9	17	7	11	20	16	21	39	35
Kaya	12	4	4	13	12	20	27	15	20	15
Kongoussi	3	5	7	6	1	3	4	1	5	6
Koudougou	31	39	36	27	32	45	44	56	46	76
Koupéla	0	8	10	14	5	21	13	7	5	17
Léo	5	8	2	13	9	26	14	18	5	11
Manga	27	2	8	8	7	12	6	15	7	3
Nouna	2	0	2	7	2	0	0	0	0	1
Orodara	6	2	10	10	7	15	6	12	7	3
Ouaga I	0	0	0	0	0	112	145	164	126	64
Ouaga II	0	0	0	0	0	30	67	79	77	92
Ouahigouya	19	25	30	10	18	48	31	19	14	13
Pô	0	0	0	0	0	0	4	3	8	17
Tenkodogo	20	18	8	3	15	27	46	16	14	32
Tougan	6	13	5	3	2	0	0	0	0	1
Yako	5	11	8	1	7	15	22	8	11	1
Ziniaré	5	4	17	13	11	7	18	22	10	12

Tableau 18 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par TGI

	2021			2022			2023			2024			2025		
	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**
Nombre enquêtes menées	24	437	**461**	13	408	**421**	12	445	**457**	20	358	**378**	27	323	**350**
Nombre enquêtes clôturées	24	434	**458**	13	403	**416**	12	442	**454**	20	357	**377**	27	322	**349**
Durée moyenne (en jour)	13	18	**17**	14	24	**24**	19	23	**23**	24	23	**23**	17	25	**24**

Tableau 19 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par an et selon le délai de 15 jours

	2021			2022			2023			2024			2025		
	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**	F	M	**T**
Inférieur ou égal à 15 jours**	14	243	**257**	7	218	**225**	7	294	**301**	11	213	**224**	16	171	**187**
Supérieur à 15 jours**	4	137	**141**	3	159	**162**	5	141	**146**	9	137	**146**	10	149	**159**
Ensemble	18	380	**398**	10	377	**387**	12	435	**447**	20	350	**370**	26	320	**346**

Tableau 20 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durée moyenne par service social

	2021		2022		2023		2024		2025	
Service social	Enquêtes	Durée Moy.	Enquêtes	Durée Moy.	Enquêtes	Durée Moy.	Enquêtes	Durée Moy.	Enquêtes	Durée Moy.
Banfora	17	7	12	10	10	12	14	9	9	7
Bobo-Dioulasso	33	10	63	8	73	11	49	11	31	18
Bogandé	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Boromo	21	24	58	35	38	42	34	43	42	32
Diapaga	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Diébougou	18	25	40	25	19	52	23	30	10	30
Djibo	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Dori	8	22	0	-	0	-	0	-	0	-
Fada N'Gourma	12	38	9	12	19	40	0	-	24	19
Gaoua	20	26	26	12	17	21	36	13	30	18
Kaya	16	12	14	17	18	17	24	15	17	11
Kongoussi	0	-	0	-	0	-	0	-	6	10
Koudougou	41	24	48	17	51	20	51	19	61	37
Koupèla	9	11	8	99	5	9	5	10	18	12
Léo	10	15	0	-	5	12	2	92	8	45
MACO	79	13	0	-	98	15	56	27	28	16
Manga	8	13	3	132	5	9	6	26	2	15
Nouna	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Orodara	9	8	2	6	11	41	8	9	2	12
Ouahigouya	45	17	28	14	26	12	15	15	12	22
PHS	3	39	7	144	6	52	4	171	3	138
Pô	0	-	0	-	0	-	0	-	4	9
Tenkodogo	7	23	14	29	7	28	10	26	19	28
Dédougou	31	17	29	8	12	70	15	9	5	26
Tougan	5	14	0	-	0	-	0	-	0	-
Yako	5	23	17	21	7	12	10	57	4	13
Ziniaré	1	14	9	53	20	19	8	19	11	17
Ensemble	**398**	**17**	**387**	**24**	**447**	**23**	**370**	**23**	**346**	**24**
Mineurs en Dangers		**17**		**23**		**8**		**24**		**14**

Tableau 21 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2025 par infraction

	Infractions	2021		2022		2023		2024		2025	
		Clôturées	Durées (jours)	Clôturées	Durées (jours)	Clôturées	Durées (jours)	Clôturées	Durées (jours)	Clôturées	Durées (jours)
	Crime et délit contre la sécurité publique	**6**	**29,7**	**8**	**127**	**8**	**43**	**6**	**116**	**3**	**138**
	Terrorisme	0	-	7	143,7	0	-	4	171	3	138
	Associations de malfaiteurs	4	36	0	-	7	46,3	0	-	0	-
dt	*Autres crimes et délits contre la sécurité publique*	2	17	0	-	1	22	2	5	0	-
	Crimes et délits contre la chose publique	1	5	2	7	4	17	5	15	7	15
dt	*Discrédit sur une décision de justice*	1	5	0	-	0	-	0	-	0	-
	Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	**21**	**13**	**8**	**17**	**16**	**15**	**13**	**17**	**16**	**25**
	Accusation de sorcellerie	2	11,5	1	13	2	9	1	18	3	66
	Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	2	3	0	-	1	55	0	-	2	19
dt	*Consommation de stupéfiants*	10	14	4	13	10	11	6	18	3	10
	Mutilations génitales féminines	3	10	0	-	0	-	0	-	0	-
	Trafic de stupéfiants	2	10	0	-	2	11	5	16	3	23
	Crimes et délits contre les biens	**258**	**16**	**283**	**20**	**285**	**22**	**225**	**22**	**255**	**21**
	Destructions, dégradations et dommages	6	28	2	22,5	0	-	3	18	1	10
	Escroqueries	1	14	7	16,8	2	20	2	12	2	13
dt	*Grand banditisme*	4	14	1	16	4	13	1	20	6	25
	Recel	8	13	3	25	19	18	11	21	5	17
	Vols, extorsion	239	16	262	20	256	23	206	23	238	21
	Crimes et délits contre les particuliers	**112**	**21**	**85**	**29**	**130**	**24**	**118**	**21**	**65**	**33**
	Coups et blessures volontaires	28	22	16	54	11	18	15	29	9	18
	Coups mortels	2	19	2	24	8	54	1	36	1	7
	Homicides volontaires	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
dt	*Menaces sous condition*	4	19	0	-	2	14	0	-	0	-
	Viols	24	23	10	57	19	17	15	28	15	67
	Vols aggravés	39	18	53	18	82	16	68	19	34	25
	Ensemble	**398**	**17**	**387**	**24**	**447**	**23**	**370**	**23**	**346**	**24**

Tableau 22 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social

Service social	2021	2022	2023	2024	2025
Banfora	100,0	100,0	90,0	100,0	100,0
Bobo-Dioulasso	86,1	96,9	89,0	89,8	64,5
Bogandé	-	-	-	-	-
Boromo	33,3	29,3	7,7	20,0	18,6
Diapaga	-	-	-	-	-
Diébougou	15,8	11,6	36,8	34,8	20,0
Djibo	-	-	-	-	-
Dori	62,5	-	-	-	-
Fada N'Gourma	53,8	77,8	40,0	-	41,7
Gaoua	20,0	76,9	76,5	83,3	50,0
Kaya	81,3	43,8	61,1	66,7	94,1
Kongoussi	-	-	-	-	83,3
Koudougou	30,2	46,9	37,3	51,0	44,3
Koupèla	52,9	53,8	100,0	100,0	77,8
Leo	70,0	-	60,0	0,0	25,0
MACO	87,7	-	94,9	60,7	71,4
Manga	75,0	66,7	100,0	0,0	50,0
Nouna	-	-	-	-	-
Orodara	100,0	100,0	45,5	100,0	50,0
Ouahigouya	52,2	60,7	79,3	66,7	83,3
PHS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Po	-	-	-	-	100,0
Tenkodogo	28,6	57,1	42,9	20,0	42,1
Dédougou	80,6	93,1	83,3	93,3	80,0
Tougan	30,0	-	-	-	-
Yako	0,0	11,8	85,7	20,0	75,0
Ziniaré	14,3	46,2	65,0	44,4	72,7
Ensemble	**60,2**	**55,7**	**66,6**	**60,2**	**53,9**

Tableau 23 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le type d'infraction

Infractions		2021	2022	2023	2024	2025
Crime et délit contre la sécurité publique		**17**	**13**	**13**	**33**	**0**
Dont	*Associations de malfaiteurs*	0	-	14	-	-
	Autres crimes et délits contre la sécurité publique	50	-	0	100	-
Crimes et délits contre la chose publique		**100**	**100**	**75**	**80**	**71**
Dont	*Discrédit sur une décision de justice*	100	-	-	-	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs		**81**	**75**	**81**	**40**	**56**
	Accusation de sorcellerie	100	100	100	0	33
	Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	100	-	0	-	50
Dont	*Consommation de stupéfiants*	70	100	90	33	100
	Mutilations génitales féminines	100	-	-	-	-
	Trafic de stupéfiants	100	-	100	50	33
Crimes et délits contre les biens		**63**	**56**	**66**	**61**	**55**
	Destructions, dégradations et dommages	67	50	-	67	100
	Escroqueries	50	25	50	100	100
Dont	*Grand banditisme*	50	0	100	0	33
	Recel	67	0	60	64	60
	Vols, extorsion	64	58	65	61	55
Crimes et délits contre les particuliers		**51**	**56**	**69**	**62**	**51**
	Coups et blessures volontaires	58	88	73	53	56
	Coups mortels	50	50	25	0	100
Dont	*Homicides volontaires*	-	-	-	-	-
	Menaces sous condition	75	-	100	-	-
	Viols	30	27	53	60	40
	Vols aggravés	63	53	80	65	53
Ensemble		**60**	**56**	**67**	**60**	**54**

Tableau 24 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi en 2024

		2023			2024			2025		
		F	H	**T**	F	H	**T**	F	H	**T**
	Ensemble	158	199	357	186	207	393	162	192	354
LAYE	Gardes de sécurité pénitentiaire	9	10	19	9	9	18	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*1*	*1*	*0*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	1	0	1	1	0	1	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Encadreurs	3	6	9	3	6	9	0	0	0
	Dont permanent	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Personnel d'appui	0	7	7	0	2	2	0	0	0
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CERMICOL	Gardes de sécurité pénitentiaire	7	22	29	7	20	27	9	21	30
	Dont formateur	*0*	*3*	*3*	*0*	*3*	*3*	*0*	*3*	*3*
	Travailleurs sociaux	1	3	4	1	2	3	1	2	3
	Dont formateur	*0*	*1*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Encadreurs	0	0	0	1	1	2	1	2	3
	Dont permanent	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Personnel d'appui	2	0	2	2	0	2	0	0	0
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	2	0	2
GAMPELA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	11	11	22	13	13	26	13	13	26
	Dont formateur	*0*	*1*	*1*	*0*	*0*	*0*	*13*	*6*	*19*
	Encadreurs	5	6	11	5	9	14	4	12	16
	Dont permanent	*0*	*2*	*2*	*5*	*3*	*8*	*4*	*4*	*8*
	Personnel d'appui	1	4	5	1	2	3	2	9	11
	Autre personnel	0	3	3	0	3	3	0	0	0
MEADO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
	Travailleurs sociaux	5	20	25	5	20	25	5	20	**25**
	Dont formateur	*3*	*15*	*18*	*3*	*15*	*18*	*3*	*15*	***18***
	Encadreurs	9	12	21	9	12	21	9	12	**21**
	Dont permanent	*8*	*6*	*14*	*8*	*6*	***14***	*8*	*6*	***14***
	Personnel d'appui	7	18	**25**	2	4	**6**	2	4	**6**
	Autre personnel	0	2	**2**	0	0	**0**	0	0	**0**
CEFP/FADA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	1	14	15	1	15	16	3	13	16
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Encadreurs	0	0	0	7	13	20	4	12	16
	Dont permanent	*0*	*0*	*0*	*5*	*14*	*19*	*4*	*12*	*16*
	Personnel d'appui	2	2	4	2	1	3	2	1	3
	Autre personnel	3	2	5	3	2	5	1	1	2
MEMWK	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	2	5	7	2	5	7	6	5	11
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Encadreurs	2	4	6	2	4	6	2	4	6
	Dont permanent	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Personnel d'appui	0	0	0	3	4	7	2	4	6
	Autre personnel	3	4	7	0	0	0	0	0	0
CEFP/OUAGA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		2023			2024			2025		
		F	H	**T**	F	H	**T**	F	H	**T**
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	13	17	30	11	16	27	11	16	27
	Dont formateur	*13*	*17*	*30*	*11*	*16*	*27*	*11*	*16*	*27*
	Encadreurs	20	24	44	16	22	38	16	22	38
	Dont permanent	*15*	*15*	*30*	*15*	*17*	*32*	*15*	*17*	*32*
	Personnel d'appui	0	2	2	4	9	13	4	9	13
	Autre personnel	1	2	3	4	1	5	4	1	5
HMO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Travailleurs sociaux	14	5	19	18	5	23	16	5	21
	Dont formateur	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Encadreurs	0	0	0	2	1	3	2	1	3
	Dont permanent	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Personnel d'appui	0	7	7	12	5	17	6	1	7
	Autre personnel	41	3	44	40	1	41	35	2	37
	Ensemble	**158**	**199**	**357**	**186**	**207**	**393**	**162**	**192**	**354**

Tableau 25 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil

		2024		**2025**	
Centre	**Type d'atelier**	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
	Ensemble	**40**	**1294**	**33**	**1091**
LAYE	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	0	0	0
	Menuiserie bois	1	0	0	0
	Menuiserie métallique	1	0	0	0
	Electricité bâtiment	1	0	0	0
	Couture	1	0	0	0
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
CERMICOL	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	12	1	12
	Menuiserie bois	1	12	1	12
	Menuiserie métallique	1	12	1	12
	Electricité bâtiment	1	12	1	12
	Couture	1	12	1	12
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
GAMPELA	Maçonnerie	1	20	1	20
	Mécanique auto	1	20	1	20
	Menuiserie bois	1	20	1	20
	Menuiserie métallique	1	20	1	20
	Electricité bâtiment	1	20	1	20
	Couture	1	20	1	20
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	1	45
MEADO	Maçonnerie	1	25	1	25
	Mécanique auto	1	25	1	25
	Menuiserie bois	1	25	1	25

Centre	Type d'atelier	2024		2025	
		Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
	Menuiserie métallique	1	25	1	25
	Electricité bâtiment	1	25	1	25
	Couture	1	25	1	25
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	6	400	6	400
CEFP/ FADA	Maçonnerie	0	30	0	30
	Mécanique auto	1	30	1	30
	Menuiserie bois	0	30	0	30
	Menuiserie métallique	0	30	0	30
	Electricité bâtiment	1	30	1	30
	Couture	1	30	0	30
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
MEMWK	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0
	Menuiserie bois	1	12	1	10
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	1	12	1	30
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	24	1	10
CEFP/ OUAGA	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	10	1	10
	Menuiserie bois	1	10	1	10
	Menuiserie métallique	1	10	1	10
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	1	10	1	10
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	161	1	161
HMO	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	0	0
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	0	0	0	0
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0

Tableau 26 : Effectif des mineurs par sexe

Sexe	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
F	9	0	2	6	11	19	23
M	125	70	138	182	230	228	254
Ensemble	134	70	140	188	241	247	277

Tableau 27 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe.

Centre	Sexe	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
LAYE	F	9	0	2	6	8	14	9
	M	56	0	29	78	76	61	38
CERMICOL	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	42	40	51	56	66	63	77
GAMPELA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	7	7	23	17	29	34	43
MEADO	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	10	10	25	17	34	42	40
CEFP/FADA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	10	13	10	14	11	20	42
MEMWK	F	0	0	0	0	0	0	8
	M	0	0	0	0	0	0	0
CEFP/OUAGA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	0	0	0	0	13	7	9
HMO	F	0	0	0	0	3	5	6
	M	0	0	0	0	1	1	5
Ensemble		**134**	**70**	**140**	**188**	**241**	**247**	**277**

Tableau 28 : Effectif des mineurs dans les centres de réinsertion sociale par juridiction de provenance

Juridiction de provenance	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Banfora	5	2	5	7	10	11	17
Bobo-Dioulasso	11	3	6	11	12	11	27
Bogandé	0	0	0	1	0	0	2
Boromo	7	4	4	13	16	7	8
Dédougou	1	0	1	5	6	2	1
Diapaga	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	7	4	6	5	5	3	6
Djibo	2	0	0	0	0	0	0
Dori	9	3	3	2	2	2	2
Fada N'Gourma	3	1	4	9	13	24	29
Gaoua	1	12	16	24	25	26	21
Kaya	8	4	5	5	5	7	7
Kongoussi	0	0	0	0	4	6	8
Koudougou	14	9	25	28	32	37	32
Koupéla	1	1	2	2	1	0	0
Léo	6	5	6	5	5	4	3
Manga	0	2	4	3	7	8	8
Nouna	1	1	2	1	0	0	0
Orodara	8	0	1	2	6	3	5
Ouagadougou	32	16	29	43	63	65	70
Ouahigouya	1	0	1	1	4	4	5
Po	0	0	0	0	2	3	9
Tenkodogo	9	2	2	4	4	7	7
Tougan	1	0	5	3	3	1	0
Yako	2	0	0	0	2	6	3
Ziniaré	4	1	13	14	14	10	7
Autre	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble	**134**	**70**	**140**	**188**	**241**	**247**	**277**

Tableau 29 : Effectif des mineurs par âge

Age	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Moins de 10 ans	0	0	0	0	7	14	13
10 ans	0	0	5	1	2	0	4
11 ans	0	1	4	8	5	4	1
12 ans	1	4	1	5	15	8	7
13 ans	3	1	6	9	13	12	17
14 ans	6	5	15	12	20	19	18
15 ans	9	8	17	24	18	34	25
16 ans	20	13	28	41	43	26	49
17 ans	25	16	37	38	44	57	46
18 et plus	70	22	27	50	74	73	97
Ensemble	**134**	**70**	**140**	**188**	**241**	**247**	**277**

Tableau 30 : Effectif des mineurs en 2025 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.

Cycle d'éducation	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Primaire	86	60	42	94	104	136	140	137
Post Primaire	43	34	17	29	41	53	48	70
Secondaire	1	1	0	0	0	1	2	3
Alphabétisation	0	0	1	0	12	1	1	1
Coranique	6	5	0	1	5	3	1	1
Sans niveau	57	30	10	12	23	23	26	19
Autre	0	0	0	2	1	1	5	19
Nd	4	4	0	2	2	23	24	27
Ensemble	**197**	**134**	**70**	**140**	**188**	**241**	**247**	**277**

Tableau 31 : Niveau d'instruction des mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12

	2024		2025	
Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne prévue (en jours)	Nombre	Durée moyenne prévue (en jours)
Primaire	89	1 025	82	993
Post Primaire	37	1 061	38	953
Secondaire	2	792	3	845
Alphabétisation	1	1 130	1	1 130
Coranique	1	720	-	-
Sans niveau	14	884	12	819
Autre	4	1 105	12	903
Nd	18	957	15	922
Ensemble	**166**	**1 008**	**163**	**956**

Tableau 32 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective

	2024			2025		
Motif de sortie	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Décès	-	-	-	-	-	-
Fin de placement	42	838	985	15	944	1 059
Fugue	32	347	890	38	112	827
Référencement	2	130	992	49	942	1 085
Remise au juge	1	3	-	-	-	-
Autre	2	499	500	10	106	869
Nd	2	639	900	2	714	719
Ensemble	**81**	**613**	**913**	**114**	**597**	**908**